

Immigration, armes : deux défis pour M. Obama

La réforme de la politique migratoire devrait rencontrer moins d'obstacles au Congrès que le contrôle des armes à feu

Washington
Correspondante

Deux mois après le début de son second mandat, Barack Obama a du mal à imposer son programme de réformes. Sur le plan budgétaire, l'apocalypse prévue n'a pas eu lieu, les républicains ayant battu en retraite dès le début de l'année. Les échéances ont été repoussées, qui allaient voir la « fermeture » du gouvernement fédéral. Bien avant la date fatidique du 27 mars, le budget de l'Etat a été reconduit jusqu'à fin septembre.

Les coupes arbitraires drastiques (85 milliards de dollars, 66,3 milliards d'euros) pratiquées dans toutes les dépenses publiques n'ont pas eu que des conséquences négatives. Sous leur pression, le Sénat a adopté, pour la première fois en quatre ans, un projet de budget pour l'année 2014. Le président doit présenter le sien dans la semaine du 8 avril.

En revanche, sur le plan des réformes sociales, le train Obama patine. Qu'il s'agisse du contrôle des armes à feu ou de l'immigration, le mouvement lancé, le 12 février, par le président démocrate dans son discours de l'Etat de l'Union est soumis aux calculs politiques du Congrès.

Ainsi, cent jours après la tuerie de Newtown (Connecticut) dans laquelle vingt enfants ont été tués, Barack Obama a exprimé, jeudi 28 mars, toute sa frustration de ne pas avoir encore pu promulguer de loi renforçant le contrôle des armes à feu.

Devant un groupe de 21 mères d'enfants tués par balle – il y a 35 jours pour la victime la plus récente –, le président américain a



Une cérémonie de naturalisation d'immigrés, au Federal Hall de New York, le 22 mars. JOHN MOORE/GETTY/AFP

réagi avec exaspération aux commentaires qui assurent que, l'urgence passée, les Américains n'ont plus la même ardeur pour limiter le port d'armes aux Etats-Unis.

« Le pays entier était sous le choc. Tout le monde a promis de faire quelque chose et que, cette fois, ce serait différent, a-t-il rappelé. Honte à nous si nous avons oublié. Je n'ai pas oublié ces enfants. Honte

à nous si nous avons oublié... »

Barack Obama, qui a pris la tête de la campagne pour l'interdiction des fusils d'assaut et le renforcement des contrôles, se retrouve là où beaucoup l'avaient prédit : bloqué par les réalités politiques au Congrès. Y compris celles qui existent dans sa propre majorité. Avant de les voir partir en vacances de Pâques, il a conjuré les élus de ne

pas « mollir » même si le temps passe et si le sujet des armes ne fait plus la « une » des journaux.

Autant que les républicains, ce sont les démocrates qui font défaut au Sénat, dans la crainte des répercussions électorales aux prochaines élections de mi-mandat, en 2014. Six d'entre eux, des sénateurs modérés élus dans des Etats à majorité républicaine ou dans des Etats en balance, ont signalé l'hostilité de leurs électeurs à toute mesure qui limiterait le droit d'acquiescer des armes.

Après avoir renoncé à inclure l'interdiction des fusils d'assaut de type AR15, l'arme utilisée par Adam Lanza, 20 ans, le tueur de l'école élémentaire de Newtown, qui, selon des documents officiels révélés jeudi, a tiré 154 balles dans l'école – et une dans la tête de sa mère, avec un fusil de calibre 22 –, les démocrates sont maintenant prêts à alléger leur projet de loi du dispositif qui prévoit que plus aucune vente d'arme ne pourra s'effectuer sans vérification préalable du casier judiciaire et des antécédents psychiatriques du demandeur.

Or cette mesure est approuvée par une immense majorité des

Américains. « A l'heure actuelle, 90 % des Américains soutiennent des contrôles préalables qui empêcheront les criminels de se procurer des armes, ainsi que les gens dont on sait qu'ils représentent un danger pour eux-mêmes et pour les autres, a rappelé Barack Obama. Plus de 80 % des détenteurs d'armes sont d'accord. Réfléchissez ! Est-ce que ça arrive souvent que 90 % des Américains soient d'accord sur quelque chose ? »

A son retour de vacances, le Sénat va se replonger dans l'examen du projet de loi, mais même sa version allégée pourrait faire l'objet d'une manœuvre d'obstruction (*filibuster*), qu'il faut 60 voix pour briser. Un élu républicain a déjà commencé à préparer un texte alternatif.

Pour essayer de maintenir la mobilisation, le président doit se rendre après Pâques dans le Colorado, où le Congrès local – à majorité démocrate depuis les élections de novembre 2012 – vient d'adopter l'interdiction des armes semi-automatiques et des chargeurs à haute capacité, un vote sans précédent dans un Etat de l'Ouest, où le port d'armes fait partie du mode de vie.

Depuis, l'Etat fait l'objet d'un boycott des chasseurs.

L'association des maires contre les armes à feu illégales, le cercle « anti-guns » fondé par le maire de New York, Michael Bloomberg, a investi 12 millions de dollars dans une campagne visant 15 sénateurs hésitants. Elle a prévu une série de 120 événements dans tout le pays pour communiquer sur le fait que « 9 Américains sur 10 », dont 7 membres de la National Rifle Association (NRA, le lobby des armes) sur 10, soutiennent le principe de vérifications préalables à l'achat d'armes, quel que soit le point de vente. Actuellement, les contrôles ne sont exigés que lorsque les acquisitions se déroulent chez l'un des 55 000 commerçants possédant une licence fédérale. Les foires aux armes et les sites Internet y échappent.

Le président Obama a un peu moins de mal à imposer son autre

Engagé dans une course contre la montre, le président sait qu'il a très peu de temps pour user de la négociation

priorité législative : la réforme de l'immigration, qui doit ouvrir des voies de régularisation pour les quelque 11 millions d'étrangers sans papiers. Si le texte sur les armes à feu n'a jusqu'à présent réussi à attirer qu'un sénateur républicain, le projet de loi sur l'immigration est élaboré par une commission bipartite. Les sénateurs républicains John McCain et Lindsay Graham ont accepté, pour une fois, de jouer le rôle de porteurs d'eau du président. Le 27 mars, ils ont inspecté le « mur » frontalier, dans l'Arizona. La certification que la frontière est bien hermétique est l'une des conditions pour que la réforme puisse entrer en vigueur.

Le président est engagé dans une course contre la montre. Il faut que le projet soit déposé début avril, a-t-il souligné, pour être définitivement adopté à la fin de l'été. Il sait qu'il n'a que très peu de temps pour user de la voie de la négociation. A la rentrée 2013, le nouveau cycle électoral commencera, pour les « midterms » (élections de mi-mandat) de novembre 2014, qui limitera les possibilités de compromis. ■

CORINE LESNES

NOUVEL ESPACE BIBLIOTHÈQUE

Un écrin à la mesure de vos livres, des combinaisons intelligentes, modulables, superposables en 12 finitions

